
[21 septembre 2014: La Journée internationale de lutte contre la monoculture d'arbres a 10 ans](#)

Démantelons le pouvoir des transnationales de plantation!

La 'monoculture intelligente' n'existe pas: appuyons la Mobilisation climatique des peuples!

Il y a dix ans, au Brésil, le 21 septembre fut déclaré Journée nationale contre la monoculture d'arbres, au cours d'une réunion avec 250 membres des communautés touchées par les plantations industrielles d'eucalyptus dans ce pays. L'objectif principal était de rendre plus visibles les nombreux peuples et communautés qui luttent contre la monoculture d'arbres, afin de démolir le mur de silence dont s'entourent les nombreuses violations que subissent les communautés encerclées par ces plantations. La Journée fut créée aussi pour divulguer le mieux possible les constatations, issues de ces combats de résistance, des effets écologiques et sociaux négatifs de ces plantations. Ces effets tendent à être plus graves pour les femmes des communautés concernées. Vu l'importance de la décision des communautés brésiliennes, le WRM (Mouvement mondial pour les forêts) décida en 2006 de faire de cette date une Journée *internationale* d'action.

Cette année, le 21 septembre est aussi une journée de grandes mobilisations pour la justice climatique. Des milliers de personnes rejoindront la Mobilisation climatique des peuples, tandis que les représentants politiques – et de plus en plus de représentants des grandes entreprises – se réuniront au siège des Nations unies à New York, États-Unis, pour assister au Sommet climatique convoqué par le secrétaire général, Ban Ki Moon. Ce sommet représente un pas de plus vers la mainmise des transnationales sur les pourparlers des Nations unies sur le climat, ainsi que vers la privatisation de la terre, de l'eau et de l'air, avec la promesse d'arriver à un accord sur la problématique du climat.

L'ONU et d'autres organismes internationaux vont lancer l'initiative «Agriculture intelligente face au climat», présentée pendant le sommet. Il s'agit d'un nouvel écran de fumée qui sert à 'peindre en vert' les pires pratiques de l'agriculture industrielle: engrais chimiques, production industrielle de viande et cultures génétiquement modifiées, comme les plantations industrielles d'arbres et d'autres encore, toutes présentées comme 'intelligentes vis-à-vis du climat'. Parmi ceux qui proposent cette solution fautive et dangereuse figure la Banque mondiale, qui cherche à transformer en crédits carbone le carbone des champs des agriculteurs, alors que cela aboutirait à l'appropriation de terres et empêcherait d'appliquer des solutions réelles au problème du climat.

L'avancée des plantations à grande échelle d'eucalyptus, de pins, d'acacias, d'hévéas et de palmiers à huile – qui pourraient être définies comme 'intelligentes pour le climat' si prospérait la proposition débattue au Sommet climatique à New York – sert en fait à approfondir le processus d'accumulation de capital mené par des entreprises de plus en plus grandes et souvent transnationales, comme Stora Enso, UPM, Arauco, APP/Sinar Mas, APRIL, Bridgestone/Firestone, Wilmar, Olam, Sime Darby et d'autres encore. La production est axée sur l'industrialisation et l'exportation, et l'expansion s'est produite à une allure dévastatrice. La superficie de ces plantations a quadruplé depuis 1980, et il y a eu un développement particulier de la monoculture de

l'eucalyptus et du palmier dans les pays du Sud. Sans la résistance des paysans, hommes et femmes, des peuples indigènes et d'autres communautés de nombreux lieux et pays, cette expansion aurait sans doute été encore plus forte.

Les sociétés transnationales sont les principales responsables des problèmes que provoquent les plantations: l'appropriation des territoires et des biens communs, la destruction de zones riches en biodiversité et des modes de vie qui y sont associés, le dessèchement et la pollution par des pesticides des fleuves, des ruisseaux et des puits, l'épuisement et l'érosion des sols, des conditions de travail dégradantes, la financiérisation croissante de la nature. Pourtant, non seulement ces entreprises persistent à nier et à dissimuler systématiquement leur rôle dans ces situations d'injustice sociale et environnementale, mais elles considèrent qu'elles font partie de la 'solution' de ces problèmes. Or, certaines fausses solutions fondées sur le marché, qui sont en fait des solutions pour le capitalisme financier lui-même, augmentent les injustices sociales associées aux plantations industrielles, par une série d'initiatives qui légitiment les activités des entreprises sans les obliger à prendre la responsabilité des violations et des crimes qu'elles ont commis. Les labels 'verts' de certification, comme ceux du FSC (*Forest Stewardship Council*) et de la RSPO (Table ronde sur la production durable d'huile de palme), les tables de 'dialogue forestier' où la société civile et les transnationales établissent des engagements volontaires des entreprises, et d'autres initiatives dites 'durables' comme les fausses promesses de 'déboisement zéro', sont autant d'exemples de cette fraude. Bien que ces initiatives puissent aboutir à la prise de quelques mesures favorables à court terme aux communautés, elles ont été surtout pour elles une source de frustration et de division, en promettant des 'compensations' qui ne couvrent pas les revendications essentielles pour garantir leur mode de vie, comme la restitution et le respect de leurs territoires, et qui permettent la perpétuation des injustices environnementales causées par les plantations industrielles.

Ces initiatives sont 'volontaires', sans force obligatoire et, par conséquent, elles ne sont pas soumises à un cadre institutionnel démocratique destiné à protéger les droits des personnes concernées. Ainsi, elles finissent par légitimer un modèle de production que nous pouvons qualifier de néocolonialiste, puisqu'il détruit des êtres vivants, qu'il est fondé sur le racisme environnemental et qu'il ne met pas en question certaines de ses caractéristiques de base, comme la concentration de terres ou la production en régime de monoculture à grande échelle avec utilisation de poisons et dans des conditions de travail dégradantes. En outre, les initiatives et les promesses 'vertes' et 'durables' n'empêchent pas les grandes entreprises de continuer à agrandir sans cesse leurs plantations.

Un aspect de plus en plus grave du problème est la monoculture d'arbres 'multifonctions' (*flex trees*), qui permettent une diversité d'utilisations et peuvent être la matière première de divers produits (production d'énergie, bois, aliments, piégeage de carbone, etc.), que l'on considère comme interchangeables. Ce caractère de 'flexibilité' intéresse surtout le capital financier qui, avec les transnationales, encourage la spéculation sur le contrôle de la production et des affectations des sols. Ces entreprises insistent toujours sur l'utilisation commerciale des arbres transgéniques, sur d'autres utilisations du bois à des fins énergétiques, et sur la vente de 'services environnementaux' comme le carbone. Dans tous les cas, il s'agit de fausses solutions de la crise environnementale et climatique qui menace l'humanité, et finissent par aggraver les injustices et par propager encore plus la faim et la misère. La monoculture et les cultures transgéniques ne sont pas intelligentes; ce sont de nouvelles stratégies du capitalisme 'vert' pour accaparer les territoires des peuples et pour affaiblir ceux qui formulent de vraies solutions des crises climatique, écologique et sociale.

Pour faire face aux impacts que provoquent les grandes entreprises et l'expansion des plantations,

nous devons continuer à pousser pour la transformation de ce modèle de production et à lutter contre les politiques néolibérales, favorables au capital, qui nous sont imposées. Un pas important dans ce sens est de conjuguer nos efforts dans le cadre de la [«Campagne pour démanteler le pouvoir des transnationales»](#), afin de mettre en place et de renforcer les instruments susceptibles de venir à bout de l'impunité et de la légitimation dont jouissent les entreprises aujourd'hui. La Campagne est fondée sur les luttes des communautés qui s'opposent à l'invasion de leurs territoires par les transnationales ou qui luttent pour les expulser, en affirmant le droit des peuples à l'autodétermination de leurs modes de vie. La réforme agraire, la reconnaissance et la démarcation des territoires indigènes et de ceux des populations traditionnelles et paysannes du monde entier sont les mesures qu'il faut prendre d'urgence pour avancer vers la souveraineté alimentaire et la justice environnementale et sociale, et pour construire le pouvoir populaire.

Nous ne pourrions pas finir cette déclaration sans rendre hommage aux femmes et aux hommes du monde entier qui luttent quotidiennement et de différentes manières contre les plantations industrielles d'arbres, et qui ont déjà remporté d'importantes victoires dans la défense et la récupération de leurs territoires où ils trouvent toute la biodiversité nécessaire à leur survie physique et culturelle. Ces femmes et ces hommes qui mènent de durs combats pour engendrer la vie et construire un avenir sont très éloignés de la convoitise des grandes entreprises et des investisseurs, qui recherchent ces mêmes terres pour générer des bénéfices pour leurs actionnaires.

«Les plantations ne sont pas des forêts!»

«Les plantations industrielles ne sont pas intelligentes!»

21 septembre 2014

Campagne pour démanteler le pouvoir des transnationales

La Vía Campesina

Marche Mondiale des Femmes

Les Amis de la Terre International

Mouvement mondial pour les forêts tropicales (WRM)